



**PAS-DE-CALAIS HABITAT**  
**Office Public de l'Habitat**

**DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU**

**SEANCE DU 01 JUILLET 2022**

**Président :** Monsieur COTTIGNY

**Présents :** Mesdames AIT-CHIKHEBBIH, DUHEN  
Messieurs LEROY, MELICK, MALFAIT

**Excusée :** Madame ROSSIGNOL

**Ajustement mineur n°1 à la convention pluriannuelle des projets  
de renouvellement urbain de la communauté d'agglomération  
Béthune – Bruay Artois Lys Romane**

---

Direction Générale  
Rapporteur : Olivier PARIS

---

Le projet de renouvellement urbain de la communauté d'agglomération Béthune – Bruay Artois Lys Romane pour les quartiers du Mont-Liébaud à Béthune et du Centre à Bruay-la-Buissière a fait l'objet de la signature d'une Convention pluriannuelle des projets de renouvellement urbain le 7 décembre 2020.

L'objet du présent ajustement mineur consiste pour Pas-de-Calais habitat, en la modification du calendrier prévisionnel de l'opération de démolition du Foyer les Sorbiers à Béthune comme suit : lancement d'opération au 2<sup>e</sup> semestre 2024 pour une durée de 6 semestres initialement prévue au 2<sup>e</sup> semestre 2020 pour une durée de 12 semestres.

La DDTM demande une signature de l'ajustement mineur à la convention avant le 30 juin 2022.

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ ratifient l'avenant à la convention.

Décision adoptée à l'unanimité.



Marion Cuvelier <marion.cuvelier@pasdecals-habitat.fr>

---

## ajustement mineur : les Sorbiers Béthune

2 messages

---

**HENNEBELLE Christelle (NOWAKOWSKI)** - DDTM 62/SHRU/RQU <christelle.hennebelle@pas-de-calais.gouv.fr> 1 juin 2022 à 15:56  
À : Marion Cuvelier <marion.cuvelier@pasdecals-habitat.fr>  
Cc : "GIUSTI Matthieu (Responsable d'unité)" - DDTM 62/SHRU/RQU <matthieu.giusti@pas-de-calais.gouv.fr>, SIMEONI Sandrine - DDTM 62/SHRU/RQU <sandrine.simeoni@pas-de-calais.gouv.fr>, Carole WAREMBOURG <carole.warembourg@bethunebruy.fr>

Bonjour Mme Cuvelier,

vous trouverez ci-joint la FAT qui proroge le calendrier pour la démolition des Sorbiers, complétée et corrigée par nos soins. Pourriez-vous SVP valider son contenu ?

De plus, à titre indicatif, le plan de financement intègre un montant bailleur de 161 069,58 € nécessaire à l'équilibre de l'opération sur le montant TTC.

Aussi, je vous transmets pour information l'article 5.2 complété par Action Logement Services sur les droits de réservation, ne sachant pas si vous avez eu cette donnée.

Enfin, pouvez-vous me confirmer que la délibération pour l'ajustement mineur pourra être prise avant la fin du mois ? Les parties prenantes devront impérativement signer l'ajustement mineur avant le 30/06/2022.

En raison des délais et/ou contraintes, pourriez-vous SVP me faire part de votre retour pour la fin de cette semaine ? Merci de votre compréhension.

Belle après-midi,

—

Cordialement,

**Christelle HENNEBELLE**

Chargée d'études renouvellement urbain

100 avenue Winston Churchill  
CS 10 007 – 62 022 ARRAS Cedex  
Tél : 03.74.41.74.16  
[www.pas-de-calais.gouv.fr](http://www.pas-de-calais.gouv.fr)



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction départementale  
des territoires et de la mer

---

2 pièces jointes



**ART5.2.odt**  
71K



**062\_FATp\_2\_C0687-21-0003\_20220601.xls**  
2571K

---

**AJUSTEMENT MINEUR N°1  
À LA CONVENTION PLURIANNUELLE  
DES PROJETS DE RENOUVELLEMENT  
URBAIN  
DE LA COMMUNAUTÉ  
D'AGGLOMÉRATION BÉTHUNE  
BRUAY ARTOIS LYS ROMANE  
POUR LES QUARTIERS du MONT-  
LIEBAUT à BÉTHUNE et du CENTRE à  
BRUAY-LA-BUISSIÈRE**

**COFINANCÉ(S) PAR L'ANRU  
DANS LE CADRE DU NPNRU**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE .....	4
ARTICLE 2 : OBJET DE L'AJUSTEMENT MINEUR .....	4
ARTICLE 3 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE .....	5
ARTICLE 4 – DATE D'EFFET ET MESURE D'ORDRE.....	7
ANNEXES.....	7



Vu le règlement général de l'ANRU (RGA) relatif au NPNRU en vigueur au jour de la signature du présent ajustement mineur,

Vu le règlement financier (RF) de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur à la date de signature du présent ajustement mineur,

Il est convenu entre les parties prenantes :

L'Agence nationale pour la rénovation urbaine, désignée ci-après « l'Agence » ou « l'ANRU », représenté par son délégué territorial dans le département,

L'Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) Communauté d'Agglomération Béthune Bruay Artois Lys Romane, représenté par son président, ci-après désigné « le porteur de projet<sup>1</sup> »,

Action Logement Services<sup>2</sup>, représenté par son directeur régional Hauts de France

Les maîtres d'ouvrage des opérations concernées par le présent ajustement mineur<sup>3</sup> :

Pas-de-Calais Habitat , représenté par son directeur général,

-----

Ce qui suit :

---

<sup>1</sup> Exceptionnellement, le projet de renouvellement urbain peut être porté par la commune (départements et collectivités d'outre-mer, communes non inscrites dans un EPCI, communes ayant la compétence politique de la ville).

<sup>2</sup> Si l'ajustement mineur concerne des opérations de reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux, de requalification de logements ou si les contreparties Action Logement sont impactées par les modifications, si l'ajustement met en conformité l'article 5.2 de la convention pluriannuelle relatif à la mobilisation des contreparties pour le Groupe Action Logement pour prendre en compte le passage à la gestion en flux ainsi que l'annexe B 2 de la convention pluriannuelle

<sup>3</sup> Citer l'ensemble des maîtres d'ouvrage concernés par le présent ajustement mineur (organismes publics et privés qui conduisent des opérations concourant au renouvellement urbain, dont les organismes de logement social, le cas échéant, les communes et EPCI compétents.)

Ajustement mineur à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain de la Communauté d'Agglomération Béthune Bruay Artois Lys Romane relatif au NPNRU

## Article 1 : IDENTIFICATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE

La convention pluriannuelle du projet de la Communauté d'Agglomération de Béthune Bruay Artois Lys Romane (n°0687), portant sur les quartiers du Mont-Liébaud à Béthune et Le Centre à Bruay-la-Buissière, et dont le dossier a été examiné par les comités locaux d'engagement présidé par le délégué territorial de l'ANRU en date du 20 novembre 2018 et 22 septembre 2019, a été signée le 07 décembre 2020.

Cette convention pluriannuelle peut faire l'objet de modifications au cours de son exécution conformément à l'article 7.2 du titre III du RGA NPNRU.

## Article 2 : OBJET DE L'AJUSTEMENT MINEUR

L'objet du présent ajustement mineur consiste en l'intégration des évolutions suivantes :

- Modification du calendrier prévisionnel de l'opération Démolition Foyer Les Sorbiers - IDTOP C0687-21-0003 (calendrier initial : S2 2020 pour une durée de 12 semestres / nouveau calendrier : S2 2024 pour une durée de 5 semestres )
- Mise à jour de l'annexe C1, prise en compte des calendriers actualisés en Revue de Projet
- Mise en conformité de l'article 5.2 de la convention pluriannuelle et de l'annexe B2 pour prendre en compte le passage à la gestion en flux

## Article 3 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE

La convention mentionnée à l'article 1 du présent ajustement et modifiée par les avenants successifs listés dans ce même article est modifiée dans les conditions ci- après :

**Article 3.1 – Modification de l'article 5.2 « La mobilisation des contreparties pour le Groupe Action Logement : des apports en faveur de la mixité »**

L'article 5.2 « La mobilisation des contreparties pour le Groupe Action Logement : des apports en faveur de la mixité » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Les contreparties pour le groupe Action Logement visent à favoriser la mixité et la diversité de l'habitat en amenant une population nouvelle de salariés et ainsi réduire les inégalités dans les quartiers prioritaires politique de la ville visée par le NPNRU.

Les contreparties mises à disposition du groupe Action Logement au titre de la présente convention pluriannuelle de renouvellement urbain correspondent à :

- 36 (nombre total) droits de réservation en flux de logements locatifs sociaux, correspondant à 58% du nombre de logements locatifs sociaux dont la construction et la requalification sont financées par l'Agence, ou le cas échéant par d'autres financeurs (notamment FEDER et LBU), dans le cadre de la présente convention pluriannuelle (et du protocole de préfiguration).

Le nombre global de droits de réservation en droits uniques est calculé sur les bases suivantes :



Calcul du nombre de droits de réservation en droits uniques selon la catégorie d'opération		
Zones géographiques/Type d'opérations	% sur nombre total de logements requalifiés < à 45 000 €	% sur nombre total de logements requalifiés > à 45 000 €
4 - Autres Grands pôles	56,0% soit 17 droits	64,0% soit 19 droits

Ces pourcentages s'appliquent pour les logements mis en location au titre de l'ensemble des opérations d'un bailleur social dans le cadre d'une même convention pluriannuelle.

En amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux visés, ces droits de réservation accordés à Action Logement Services sont formalisés dans une convention de financement et de réservation entre Action Logement Services et les organismes de logement social concernés.

Ces droits de réservation sont définis en tenant compte des orientations de la conférence intercommunale du logement prévue à l'article L 441-1-5 du CCH, qui prend notamment en compte les besoins des ménages salariés.

Ces droits de réservation devront être mis à disposition d'Action Logement Services dans un délai maximum de 30 ans à compter de la date de signature de la convention de financement et de réservation entre Action Logement Services et les organismes de logement social concernés. Ils sont convertis en flux annuel dans les conventions de réservation, prévues par le décret n°2020-145 du 20 février 2020.

Ces droits de réservation doivent être cohérents avec la stratégie de relogement et d'attribution mentionnée à l'article 6 de la présente convention.

L'assiette de surface de plancher développée ne donne pas lieu à mobilisation de contreparties foncières pour le Groupe Action Logement.

Ces contreparties et leurs modalités de mise en œuvre sont détaillées en annexe B2 à la présente convention pluriannuelle.

Les modalités techniques de suivi et de pilotage des contreparties en faveur du Groupe Action Logement prévues par la convention tripartite entre l'Etat, l'ANRU, et Action Logement du 11 juillet 2018, avenantée le 10 juillet 2021, pourront être précisées dans une instruction commune Action Logement – ANRU.

#### Article 3.2 – Modification de l'article 9.1.1.1 – « Les opérations d'ingénierie cofinancées par l'ANRU »

- Les opérations « Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet / l'accompagnement des ménages / la conduite du projet de renouvellement urbain » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

*Insérer le tableau des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)*

**Sans objet**

- Les opérations « Le relogement des ménages avec minoration de loyer » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

*Insérer le tableau des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)*

**Sans objet**



**Article 3.3 – Modification de l'article 9.1.1.2 « Les opérations d'aménagement cofinancées par l'ANRU »**

- Les opérations « La démolition de logements locatifs sociaux » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

*Insérer le tableau des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)*

**Sans objet**

- Les opérations « Le recyclage de copropriétés dégradées » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

*Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)*

**Sans objet**

- Les opérations « Le recyclage de l'habitat ancien dégradé » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

*Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)*

**Sans objet**

- Les opérations « L'aménagement d'ensemble » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

*Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)*

**Sans objet**

**Article 3.4 – Modification de l'article 9.1.1.3 « les programmes immobiliers cofinancés par l'ANRU »**

- Les opérations « La reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux (LLS) » sont modifiées et présentées comme suit :

*Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)*

**Sans objet**

- Les opérations « La production d'une offre de relogement temporaire » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

*Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)*

**Sans objet**

- Les opérations « La requalification de logements locatifs sociaux » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

*Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)*

**Sans objet**

- Les opérations « La résidentialisation de logements locatifs sociaux / de copropriétés dégradées » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

*Insérer le tableau des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)*

**Sans objet**

- Les opérations « Les actions de portage massif en copropriétés dégradées » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

*Insérer le tableau des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)*

**Sans objet**

- Les opérations « La diversification de l'habitat dans le quartier par l'accession à la propriété » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

*Insérer le tableau des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)*

**Sans objet**

- Les opérations « La diversification fonctionnelle dans le quartier : les équipements publics et collectifs de proximité » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

*Insérer le tableau des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)*

**Sans objet**

- Les opérations « La diversification fonctionnelle dans le quartier : l'immobilier à vocation économique » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

*Insérer le tableau des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)*

**Sans objet**

- Les opérations « Autres investissements concourant au renouvellement urbain » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

*Insérer le tableau des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)*

**Sans objet**

**Article 3.5 –Modification de l'article 9.4 « Les opérations financées au titre de l'appel à projets « Les Quartiers Fertiles » »**

L'article est modifié et désormais rédigé comme suit :

*Insérer le tableau de l'ensemble des opérations à partir du [menu reporting de IODA](#)*

**Sans objet**

**Article 3.6– Modification de l'article 10 « le plan de financement des opérations programmées »**

L'article est modifié et désormais rédigé comme suit :

**Sans objet**

#### **ARTICLE 4 – DATE D'EFFET ET MESURE D'ORDRE**

Le présent ajustement mineur prend effet à compter de la date de signature par la dernière partie signataire.

Les clauses de la convention pluriannuelle visée à l'article 1 non modifiées par le présent ajustement mineur demeurent inchangées et applicables conformément aux dispositions prévues dans la convention pluriannuelle.

Ces modifications seront intégrées dans la version consolidée de la convention pluriannuelle qui sera annexée au prochain avenant.

#### **ANNEXES**

**TABLEAU FINANCIER et ANNEXES DU CONTRAT MODIFIES** (fiches descriptives des opérations, annexes B1 et B2 sur les contreparties Action Logement le cas échéant)

- annexe B2 : description des contreparties en droits de réservations de logements locatifs sociaux pour Action Logement Services (des apports en faveur de la mixité)
- annexe C1 : échéancier prévisionnel (calendrier opérationnel) présentant l'enchaînement des opérations
- annexe C2 : tableau financier relatif aux opérations programmées cofinancées par l'ANRU et concernées par la convention pluriannuelle
- annexe C3 : fiche descriptive de l'opération modifiée

## Annexe B2 – DESCRIPTION DES CONTREPARTIES EN DROITS DE RÉSERVATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX POUR ACTION LOGEMENT SERVICES (des apports en faveur de la mixité)

Conformément à l'article 5.2, les contreparties mises à disposition d'Action Logement Services au titre de la présente convention pluriannuelle de renouvellement urbain et leurs modalités de mise en œuvre sont les suivantes.

Au total, les contreparties cédées représentent **36 droits de réservation de logements locatifs sociaux**, correspondant à **58 %** du nombre de logements locatifs sociaux dont la construction et la requalification sont financées par l'Agence dans le cadre de la présente convention pluriannuelle (et le cas échéant dans le cadre du protocole de préfiguration).

- Le nombre global de droits de réservation en droits uniques est calculé sur les bases suivantes :

Calcul du nombre de droits de réservation en droits uniques selon la catégorie d'opération		
Zones géographiques/Type d'opérations	% sur nombre total de logements requalifiés < à 45 000 €	% sur nombre total de logements requalifiés > à 45 000 €
4 - Autres Grands pôles	58,0% soit 17 droits	64,0% soit 19 droits

Ces pourcentages s'appliquent pour les logements mis en location au titre de l'ensemble des opérations d'un organisme de logement social financées dans le cadre d'une même convention pluriannuelle

Le volume global de droit de réservation se répartit entre organisme de logement social comme suit :

Organisme de logement social	Nombre de droits de réservation (droits uniques)
Pas-de-Calais Habitat	36

Dans le cas où les opérations de reconstitution et de requalification de logements locatifs sociaux du projet de renouvellement urbain sont financées par d'autres financeurs que l'ANRU (notamment FEDER et LBU), des contreparties en droits de réservation peuvent s'appliquer selon les mêmes modalités de calcul, après accord entre Action Logement Services, le porteur de projet et le titulaire du droit.

Le porteur de projet, en lien avec les organismes de logement social du territoire concerné, est responsable de l'identification du volume de contreparties en faveur d'Action Logement Services en matière de droits de réservation de logements locatifs sociaux, en cohérence avec la stratégie d'attribution et de relogement décrite dans le document cadre des orientations de la CIL prévue à l'article L 441-1-5 et la Convention Intercommunale d'Attribution qui prend notamment en compte les besoins des ménages salariés.



Ces droits de réservation devront être mis à la disposition d'Action Logement Services dans un délai maximum de 30 ans à compter de la date de signature de la convention de financement et de réservation entre Action Logement Services et les organismes de logement social concernés. Ils sont convertis en flux annuel dans les conventions de réservation, prévues par le décret n°2020-145 du 20 février 2020.

**A – Pour les droits de réservation des opérations de reconstitution et de requalification en milieu vacant :**

**A.1. Pour les droits de réservation des opérations de reconstitution hors quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) :**

Sans objet

**A.2. Pour les droits de réservation des opérations de reconstitution en QPV**

Sans objet

**A.3. Pour les droits de réservation des opérations de requalification réalisées en milieu vacant en QPV**

Sans objet

**B - Pour les droits de réservation des opérations de requalification de logements locatifs sociaux en milieu occupé en QPV**

Au total, 36 droits de réservation en droits uniques sont mis à disposition d'Action Logement Services au titre des logements locatifs sociaux dont la requalification en milieu occupé est financée dans le cadre de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain. Ces droits sont répartis entre :

- 17 droits de réservation sur les logements locatifs sociaux dont la requalification aurait un coût inférieur à 45.000 € par logement,
- 19 droits de réservation sur les logements locatifs sociaux dont la requalification aurait un coût supérieur à 45.000 € par logement.

Ces droits de réservation seront mobilisés prioritairement sur les flux de logements non réservés des organismes de logement social. Dans l'hypothèse où cela ne permet pas de couvrir l'ensemble des droits de réservation pour Action Logement Services, le solde des droits de réservation sera mobilisé sur les flux de logements des collectivités territoriales, de leurs groupements et de l'Etat.

Ces droits pourront porter sur les opérations spécifiquement financées par l'ANRU ou sur d'autres opérations équivalentes situées également dans le quartier prioritaire de la politique de la ville.

**C - Dispositions communes**

Chaque organisme de logement social identifié ci-dessus s'engage, en amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux bénéficiant des concours financiers de l'Agence, à formaliser les droits de réservation accordés à Action Logement Services, dans une convention de financement et de réservation entre Action Logement Services et l'organisme de logement social concerné.

Un bilan de la mise en œuvre de ces contreparties est adressé par le porteur de projet chaque année au délégué territorial de l'ANRU. Pour cela les organismes de logement social désignés ci-dessus s'engagent à transmettre au porteur de projet toutes les informations nécessaires à l'élaboration de ce bilan de l'année N-1 au plus tard le 15 janvier de l'année N, pour que celui-ci puisse être adressé par le porteur de projet au délégué territorial de l'ANRU au plus tard le 30 janvier de l'année N.

En cas de non-respect par les porteurs de projet ou les organismes de logement social des engagements contractualisés au titre des contreparties en faveur d'Action Logement Services, le règlement général de l'Agence relatif au NPNRU prévoit un système de sanctions graduées et proportionnées mobilisable par la directrice générale de l'Agence. La Directrice générale pourra être saisie à cet effet par le délégué territorial de l'Agence, le directeur régional d'Action Logement Services ou tout signataire de la convention.

Le cas échéant, les modifications apportées aux contreparties Action Logement Services seront actées via le prochain avenant à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain intégrant différentes évolutions au projet

## ANNEXE C1 - Echancier prévisionnel présentant l'enchainement des opérations du Mont Liébaut

[illegible]



BETHUNE 62119, BRUAY LA BUISSIERE 62178

Contrat : C0887 Convention CA de Béthune-Bruay Artois-Lys Romane  
Opération : C0887-21-0003 BETHUNE - Démolition Foyer Les Sorbiers (72 LLS)

Numéro de la version : 2 Statut : Contractualisation

Identification de l'opération et du maître d'ouvrage			
N° IDTOP (IODA)	C0887-21-0003	N° IDTOP (AGORA)	687-6062008-21-0001-002
Maître d'ouvrage (MO)	34407767200022 PAS DE CALAIS HABITAT	Intitulé de l'opération	BETHUNE - Démolition Foyer Les Sorbiers (72 LLS)
Nature de l'opération :	21 - Démolition de logements locatifs sociaux	Mode et source de financement	NPNRU Régionale
Objectifs et éléments clés de l'opération (conditions auxquelles le financement est accordé)			
<p>Démolitions de logements gérés par le foyer les Sorbiers et par le Point Logement Jeunes.</p> <p>Les critères actuels de confort et d'aménagement sont en inadéquation avec les besoins des ménages et des personnes âgées.</p> <p>Les accès aux services partagés du foyer se situent loin des logements, il est donc compliqué d'y accéder pour les personnes à mobilité réduite. (distance de plus 300 mètres à parcourir à pied pour les locataires les plus éloignés). Par ailleurs, les cheminements sont peu praticables.</p> <p>Bâtiments vétustes et taux de vacance important.</p>			
Localisation de l'opération			
QPV de rattachement	Commune de réalisation	Adresse / périmètre	
QP062008 - Quartier du Mont Liébaut	62400 - BETHUNE		

Calendrier opérationnel prévisionnel		
Semestre de lancement opérationnel	Année de lancement opérationnel	Durée en semestre
S2	2024	5
Date de prise en compte des dépenses	20/11/2018	

Validations et modulations spécifiques	
Nature de la décision spécifique	Commentaires

Calcul du financement prévisionnel ANRU	
Assiette prévisionnelle ANRU NPNRU	1 174 783,96 €
Taux max NPNRU	100,00 %
Subvention ANRU NPNRU	1 174 783,96 €
Dont taux majoration de la SUBVENTION ANRU - Excellence	0,00 %
Dont taux majoration de la SUBVENTION ANRU - Organismes HLM	20,00 %